

CONSTANTINE

Les adjoints de l'éducation nationale rejoignent le mouvement de grève nationale

Les adjoints de l'éducation nationale ne croient plus aux promesses, ils veulent du concret. Les tergiversations et les engagements non tenus par la tutelle ne laissent pas de choix aux syndicalistes, décidés à arracher leurs droits. Ils débrayent le 10 octobre pour exprimer leur mécontentement.

Selon M. Fertaki Mourad, coordinateur national de la Coordination nationale des adjoints de l'éducation (CNAE), affiliée à la SNTE, «les 50 000 adjoints de l'éducation nationale

qui ne croient plus aux promesses ont décidé, à l'unanimité, à l'issue du conseil national de la coordination, tenu le 27 septembre dernier à Alger, de rejoindre la grève nationale à

laquelle a appelé le Syndicat national des travailleurs de l'éducation».

Par ce mouvement de protestation, le deuxième en un mois, après celui de la CNAE le premier jour de la rentrée scolaire, les adjoints tentent d'exprimer leur mécontentement quant «à la non-satisfaction des revendications exprimées par le syndicat et notamment dénoncer les tergiversations» de la tutelle. «Il faut exercer une pression sur le

ministère de l'Education nationale pour le pousser à plus de concessions. Les discussions avec le SG du ministère n'ont abouti sur rien de concret et palpable. La majorité de nos revendications n'ont toujours pas été prises en charge», regrette M. Fertaki Mourad.

La revendication principale des adjoints de l'éducation, selon M. Fertaki, est «la révision du statut particulier de la corporation à travers la classification à la catégorie 10 au lieu de 7 actuelle-

ment». Arrivent ensuite les revendications ayant trait à la promotion et les primes.

Concernant l'épineuse question des œuvres sociales, la CNAE estime que personne n'a le droit de parler au nom des adjoints de l'éducation. «Nous demandons à être associés dans la gestion de ce dossier au même titre que le reste des représentants de la famille de l'éducation nationale», a précisé ce dernier.

Farid Benzaïd

ORAN

Des demandeurs de logements font entendre leur impatience aux autorités locales

La distribution des 1 333 logements sociaux, seul quota prêt pour Oran, n'est pas pour demain. Elle n'a finalement pas eu lieu durant le mois de septembre.

Un constat amère qu'ont dû faire les quelque 85 000 demandeurs ceux dit «à points», mais aussi les habitants de vieilles bâtisses à El Hamri, Medioni et Ed-Derb, notamment. Une opération reportée à plusieurs reprises depuis le mois de juin passé.

Un report de trop que les habitants du quartier d'Ed Derb n'ont pas voulu laisser passer sans

réagir. Ainsi, hier, en début d'après-midi, ils étaient des dizaines à se rassembler sur la place d'Armes pour revendiquer le droit au relogement promis par les autorités. Manifestant pacifiquement, les demandeurs de logements portaient des banderoles revendiquant le droit au logement, d'autres faisaient des graffitis sur les murs face à la

grande mairie.

Un cordon policier discret a encadré les manifestants, qui se sont dispersés vers 14h30. A 15 h, un agent de la mairie repeignait les murs chargés car dans la soirée des projections entrant dans le cadre de la «Nuit blanche» étaient prévues sur les murs de la ville.

Un habitant d'Ed Derb nous dira qu'«il aurait mieux valu que les projections sur mur mettent en avant les graffitis revendiquant le droit au logement, c'est cela la

vraie projection d'une réalité que nous subissons à Oran, où toutes nos nuits sont blanches car n'ayant pas un toit sûr où passer des nuits paisibles».

Les contestataires promettent de revenir à la charge si leur relogement n'est toujours pas à l'ordre du jour.

A. B.

LE COUP DE GUEULE D'UN LECTEUR

La tripartite : la montagne qui accouche d'une souris

Les retraités s'y attendaient !!! Que de déceptions en déceptions avec ceux qui nous gouvernent. N'avez-vous pas posé la question pourquoi on s'est empressé d'augmenter le SNMG ? Parce que tout simplement, tous les cadres dirigeants du pays sont payés sur la base d'un contrat de cadre dirigeant dont la rémunération est calculée justement sur le SNMG. Oui sur la base d'un coefficient «k» suivi d'un nombre multiplicateur pour le calcul de la partie fixe. Exemple «K10» cela veut dire tout simplement que la partie fixe est égale à 10 fois le SNMG, soit aujourd'hui 180 000 DA/mois au lieu de 150 000/mois. La partie variable, quant à elle, peut aller jusqu'à 120% de la partie fixe qui s'ajoute encore au salaire du cadre dirigeant.

Cette partie variable est déterminée suivant les résultats obtenus durant un exercice considéré.

On n'a jamais presque vu un cadre dirigeant percevoir moins de 100% en partie variable ce qui lui permet d'avoir 180 000 DA/mois comme partie fixe et autant en partie variable ce qui revient à dire que ce cadre dirigeant moyen qui a un «K10» perçoit en fin de compte 360 000 DA brut par mois !!! Voilà pourquoi nos dirigeants s'empres- sent d'augmenter le SNMG !! Le coefficient moyen de nos dirigeants varie entre K8 et K12. Un P-dg d'une petite entreprise publique par exemple est coté à K11. Son DG adjoint à K9 ou K10, un directeur central peut aussi avoir le statut de cadre dirigeant et être coté à k8, k9 ou k10 pour certains. La manne pétrolière est si bien répartie entre riches qu'il ne reste plus rien pour ces oubliés de retraités.

Les oubliés continuent en revanche de souffrir et la majorité d'entre eux ont des enfants de bas âge à charge ainsi que des enfants en âge de travailler mais comme ils sont chômeurs, ils sont contraints de subvenir à leurs besoins et de les nourrir avec cette retraite qui ne suffit même plus pour le pain et le lait. Nous sommes au bord de l'asphyxie et aucun dirigeant n'ose contribuer à trouver une solution pour ceux et celles qui se sont sacrifiés pour bâtir l'Algérie post-indépendance.

On savait d'avance que les Sidi Saïd et consorts de la Centrale syndicale ne décident de rien, ils ne font que meubler le décor d'une salle feutrée et arrangée en la circonstance. Avec votre plume aidez-nous et dites la vérité sur ce que les retraités sont en train d'endurer et informer aussi les lecteurs de votre journal pourquoi on a accouru à faire augmenter le SNMG qui profite en premier lieu à ceux qui occupent des postes de cadre dirigeant. Tous ceux qui étaient autour de la table de réunion étaient concernés par cette augmentation du SNMG.

Au niveau de chaque société, entreprise et filiale algériennes, on trouve de nombreux cadres dirigeants qui sont payés sur la base du SNMG. C'est ce qui se pratique sur l'ensemble du territoire national et nous sommes très étonnés que l'ensemble de la presse nationale ne focalise cette augmentation du SNMG que sur ce qu'un ouvrier pourrait gagner de plus par rapport à l'ancienne cotation du fait de cette augmentation du SNMG alors que ceux qui profitent vraiment on ne les a jamais cités et pourtant ce sont bien eux qui en bénéficient le plus (ils vont avoir 20% de plus soit l'équivalent d'environ de 2 fois le SNMG) et non pas les autres qui constituent une partie très infime par rapport aux actifs qui perçoivent un salaire autrement plus important que ce seuil minimum.

L. H.

ELLE A RETENU LE PROJET DE RECHERCHE DU D^r MALIKA MAÂMRI

L'Université de Cambridge s'intéresse à la «fracture identitaire» en Algérie

Ayant exercé pendant plusieurs années à l'Université de Bouzaréah, maître de conférences et membre du conseil scientifique de l'Ecole nationale supérieure des sciences politiques d'Alger depuis 2010, M^{me} Malika Rebaï-MaâMRI, la cinquantaine, est enseignante-chercheuse.

Titulaire d'un doctorat en littérature et civilisation britanniques, elle est également membre, depuis juillet 2006, de The Joseph Conrad Society à Londres et dirige plusieurs travaux de recherche en Algérie comme à l'étranger.

C'est ainsi que le manuscrit de son livre *Citizenship and Fractured National Identity in Algeria (Fracture identitaire et citoyenneté en Algérie, ndlr)* a été sélectionné par la prestigieuse Université de Cambridge dans le cadre de son programme de recherche Cambridge/Africa Collaborative Research Programme (octobre 2011-mars 2012). Un programme ayant pour thème «Citoyenneté, appartenance et communauté politique en Afrique».



Dr Malika MaâMRI.

«Il n'y a pas assez de documentation sur le sujet en langue anglaise, encore moins en ce qui concerne l'Algérie», souligne M^{me} MaâMRI.

C'est la raison pour laquelle le Centre des études africaines (Center of African Studies) de l'Université de Cambridge préfère engager des chercheurs africains maîtrisant l'anglais.

Le programme, qui recrute parmi des chercheurs de diverses disciplines, s'intéresse aux derniers développements politiques en Afrique et aux débats sur la citoyenneté, désormais, thème central des joutes électorales dans tous les pays africains,

«appartenance politique et identité ethnique»...

Hormis ce manuscrit sur la citoyenneté et la fracture identitaire qui devra être publié dans le cadre de ce programme, les publications de M^{me} MaâMRI, touchant à plusieurs domaines d'activité (pédagogie, colonialisme, post-colonialisme, mondialisation, politique, religion, langues, guerres ethniques...) sont des contributions dans des ouvrages collectifs et des articles publiés dans des revues scientifiques de renommée mondiale. Citons, à titre d'exemple : Algerian President's Peace Plan : Political and Psychological Perspectives of Forgiveness, chapitre abordant la politique de réconciliation nationale, publié par The Interdisciplinary Press d'Oxford (2011), en version électronique dans un volume intitulé *A Journey Through Forgiveness*. Un article devant être développé et publié à la fin de l'année par Fisher Prints (Oxford) dans un livre intitulé *Mapping Forgiveness (Cartographie du pardon)*. Aussi, *The Syndrome of the French Language in Algeria* (Le syndrome de la langue française en Algérie), publié dans la revue américaine *The International Journal of Arts and Sciences* en 2009.